

La lettre de votre députée Geneviève P-Gaillard



Alain Mathieu, suppléant

1^{re} Circonscription des Deux-Sèvres - XII^{ème} législature - avril 2003

Edito

Depuis quatre mois, la situation internationale et nationale est loin d'avoir été à la hauteur de ce que nous aurions pu imaginer.

Une guerre illicite, basée sur un mensonge, a décimé un pays, une population entière, même si, et c'est heureux, un dictateur est tombé.

Cet événement n'aura pas que des conséquences heureuses quand le peuple irakien aura renoué avec la démocratie.

En effet, combien d'enfants, d'adolescents seront encore victimes des restes de bombes à fragmentation utilisées pendant ce conflit.

La France, qui a pourtant ratifié, en 1998, la convention interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel, a, sans sourciller, laissé passer tous les avions porteurs de ces engins de mort !

Quelles seront aussi les conséquences des concentrations grandissantes et cumulatives de l'uranium appauvri dans les territoires frappés mais aussi pour notre planète ?

Toutes ces questions resteront sûrement sans réponse, mais ne pouvant y rester insensibles, il est légitime de nous interroger.

Mais, pendant que la folie d'un homme jette la peur dans le monde, beaucoup de nos concitoyens restent



Geneviève P-Gaillard à l'Assemblée Nationale.

préoccupés par notre situation nationale et plus particulièrement par les conséquences sociales de la politique économique.

De plans de licenciements en plans de licenciements, des hommes et des femmes sont jetés dans l'infortune du chômage, donc de la précarité.

Le modèle libéral d'outre atlantique prend aussi corps dans notre pays et en Europe.

Au nom des générations futures, nous ne devons pas rester – là non plus – immobiles. Il est devenu urgent de nous battre pour que les grandes valeurs de solidarité – de justice – d'égalité – de fraternité qui régissent notre République ne soient pas étouffées par des discours et des actes en dissonance.

Geneviève

SOMMAIRE

- La démolition de nos acquis sociaux est en cours
 - Allocation personnalisée d'autonomie
 - Aide Médicale de l'État
 - Assistants d'éducation
 - Loi de modernisation sociale
 - Logement
- Tremblante caprine
- Je me suis opposée à :

Réflexion

Une décentralisation réussie, c'est :

- l'amélioration de l'efficacité de l'action publique,
- le recul des inégalités,
- la création d'une plus grande harmonie des territoires,
- la garantie de l'égalité des citoyens dans les domaines aussi importants que l'enseignement, la culture, la santé, l'emploi, l'accès aux services publics,
- une démocratie locale plus efficace et plus juste.

LA PERMANENCE

43, rue du 24 février à Niort
est ouverte à tous
du lundi au vendredi
de 8 h 00 à 12 h 00
et de 14 h 00 à 18 h 00

tél : 05-49-77-29-40
fax : 05-49-77-29-44

email : perrin-gaillard@wanadoo.fr

La démolition de nos acquis sociaux est en cours !

ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), une des mesures-phare de la Gauche en direction des personnes âgées, vient d'être mise à mal par le gouvernement Raffarin.

La participation des familles augmente de 5 à 12 %. Le seuil de participation des personnes dépendantes, est quant à lui, baissé de 949 euros à 623 euros.

Que devient la solidarité indispensable au maintien du lien social intergénérationnel ?



Source photo : C.O.

Geneviève P-Gaillard, entourée de Floréal Sanchez, maire de Vouillé et Hélène Mignon, vice-présidente du conseil national de lutte contre les exclusions, lors d'une conférence-débat sur les exclusions à Vouillé.

AIDE MÉDICALE DE L'ÉTAT

Pour la première fois depuis 20 ans, l'Aide Médicale de l'Etat (AME) fait un bond en arrière, et la Couverture Maladie Universelle (CMU) est sérieusement endommagée. Les plus pauvres, les plus déshérités, les étrangers en situation d'attente de régularisation vont devoir payer une partie de leurs soins.

ASSISTANTS D'ÉDUCATION

Le projet de loi sur les assistants d'éducation supprime deux fonctions devenues indispensables au fonctionnement des écoles : les

aides éducateurs et les surveillants ; moins 23 000 pour les premiers, moins 5 600 pour les seconds.

Seulement 16 000 postes d'assistants d'éducation seront créés en remplacement. Ils ne seront pas occupés prioritairement par des étudiants qui étaient 40 000 à pouvoir poursuivre leurs études grâce à ce dispositif.

Une grande inquiétude règne, aujourd'hui, pour l'école de la République tant dans ses fonctions éducatives que sociales.

Je resterai vigilante lors du grand débat sur l'éducation nationale que nous promet le gouvernement.

LOI DE MODERNISATION SOCIALE

Metaleurop, Daewoo, Arcelor, Air Lib, Péchiney, EADS, ..., les vagues de licenciements se multiplient depuis plusieurs semaines. Le gouvernement n'a pas cherché à endiguer ce flot. La suspension par la loi Fillon des principales mesures de prévention contre les licenciements, contenues dans la loi de modernisation sociale, constitue une véritable incitation à licencier.

Nous ne faisons pas exception dans les Deux-Sèvres où des entreprises ferment leurs portes et où des femmes et des hommes se retrouvent sans emploi, venant grossir les rangs des chômeurs.

LOGEMENT

Dans le même temps, alors que plus de 600 000 personnes s'entassent dans des logements insalubres, que 1,64 million de demandes HLM sont en souffrance, que les squatts se multiplient, le nombre de logements sociaux prévu pour 2003 est revu très nettement à la baisse.

TREMBLANTE CAPRINE

Je suis intervenue à plusieurs reprises pour que des mesures d'abattage sélectif des caprins dans des troupeaux où quelques sérologies positives ont été détectées deviennent la règle.

Le principe de précaution doit s'appliquer dans ces troupeaux mais en l'absence de démonstration avérée d'un quelconque danger pour la santé humaine des mesures limitées doivent suffire.

Chiffre clé : dans les Deux-Sèvres, près de 800 animaux abattus pour 7 sérologies positives.

Au moment où la Politique Agricole Commune doit être revue, je me mobilise pour une agriculture moins productiviste, plus respectueuse de l'environnement, de nos territoires, de nos éleveurs et de nos cheptels.

JE ME SUIS OPPOSÉE À :

- la privatisation d'Air France que le statut public n'a jamais empêché de se développer aussi bien, voire même de façon plus saine que ses concurrents.
- la décentralisation méthode Raffarin qui laisse sous silence le contour des missions de l'Etat et des services publics que le Premier Ministre qualifie de "bureaucratie improductive".
- la réforme de l'APA et à de nombreux textes qui remettent en cause la solidarité.
- la baisse des impôts qui profitera aux revenus les plus élevés.
- la suppression des services publics de proximité garantissant à tous un même accès aux services de l'Etat.